



# ENDA CLIMATE WEEK



# Semaine Climat & Energie

— Edition 2024 —

Thème :

**ACTIONS LOCALES  
POUR UNE SOBRIÉTÉ CARBONE  
ET UNE RÉSILIENCE CLIMATIQUE**



**Saly, Hotel Palm Beach**



#EndaClimateWeek2024

## **Note conceptuelle**

Les dernières négociations climatiques de Dubaï – COP28 – ont mis en lumière l'importance de la transition juste dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi, la Déclaration qui en a découlé invite les pays, suivant leurs contextes, à s'inscrire dans ce processus afin de répondre efficacement aux objectifs de l'Accord de Paris, en rehaussant leurs engagements.

Dans cette visée, les acteurs non étatiques (ANE) comptent accompagner les pays dans la mise en œuvre de politiques sensibles à la sobriété carbone, équitables et inclusives, garantissant une durabilité pour tous.

La troisième édition de la Semaine Energie & Climat, organisée par ENDA ENERGIE et ses partenaires OXFAM, NATURALJUSTICE, ACF, FONDATION FORD, entre autres, s'inscrit dans ce processus de transition juste et durable ; elle est axée sur le thème :

### **« Actions locales pour une sobriété carbone et une résilience climatique »**

La présente édition constitue un cadre d'échange, de partage d'expériences et de mise en perspective des défis pour une action climatique inclusive, coordonnée et intégrée, à même de constituer une réelle opportunité d'augmentation des ambitions en matière de sobriété carbone et de résilience.

### **Objectifs**

ENDA-ENERGIE et ses partenaires invitent l'ensemble des acteurs à échanger, tout au long de cette Semaine Energie & Climat, en vue de la consolidation des efforts vers des sociétés plus sobres et résilientes au changement climatique.

L'édition 2024 vise à promouvoir les solutions locales et à valoriser les bonnes pratiques de lutte contre les effets néfastes du changement climatique, dans des contextes de transitions systémiques.

A cet effet, les participants et parties intéressées à l'action climatique saisiront cette occasion pour :

- Partager des informations et connaissances à partir des réalisations des acteurs non étatiques, au regard du thème principal ;
- Énoncer l'état des négociations climatiques et décliner les enjeux, du global au local ; et
- Formuler des positions, ainsi qu'une feuille de route commune en direction de la COP29.

# LES SESSIONS



**JOUR 1**

**Lundi 1er Juillet 2024**

## **Session 1 :** Le financement des actions climatiques locales. Contraintes, opportunités et perspectives

### **Contexte :**

Le Sénégal, comme beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Ces effets se manifestent par des phénomènes météorologiques extrêmes, une érosion côtière accrue, des sécheresses prolongées et des inondations récurrentes. Face à ces défis, de plus en plus de Municipalités mettent en place des stratégies efficaces et durables pour atténuer et s'adapter à ces impacts climatiques. Toutefois, la mise en œuvre de telles stratégies nécessite des ressources financières substantielles ; ce qui met en lumière l'importance cruciale d'établir des mécanismes de financement appropriés, au niveau national notamment.

Par ailleurs, les Collectivités territoriales (CT) jouent un rôle clé dans la gestion des ressources naturelles, la planification urbaine et la mise en œuvre de politiques environnementales. Cependant, ces CT font face à plusieurs contraintes telles que des capacités financières limitées, une décentralisation incomplète, un manque de capacité technique, en plus d'un accès difficile aux financements internationaux et une absence de mécanisme de financement domestique capable de soutenir le portage de la résilience locale.

C'est dans cette perspective que s'inscrit ces sessions de réflexion sur la faisabilité et les modalités de mise en place d'un mécanisme "national" de finance climatique; mais aussi des perspectives transformationnelles au niveau des collectivités territoriales - y compris par l'approche intercommunale - à travers des Pactes sociaux pour le développement durable.

**Objectif général :** Permettre aux acteurs nationaux de partager des informations sur des instruments et opportunités en faveur des Collectivités territoriales (CT), ainsi que des expériences relatives au financement dans un contexte de changement climatique.

### **Objectifs spécifiques :**

1. faire un état des lieux de la finance climat autour des Collectivités territoriales du Sénégal
2. réfléchir sur un mécanisme domestique de financement de la résilience locale, avec un cadre de gouvernance

## AGENDA

Horaire	Activités	Responsables
08h30-09h00	Accueil des participants	Enda Energie
09h00-09h30	Mots d'ouverture Ministères... Représentant des PTF Enda Energie	Enda Energie
09h30-11h00	<b>Panel 1</b> : Un mécanisme "national" est-il envisageable, avec un cadre de gouvernance optimal pour les collectivités territoriales ? <i>Discussions et recommandations</i>	Aliou Diouck (vVlle de Pikine) Mamadou Ndiaye (ADM) Simon Sambou (C40)
11h00-11h30	Pause-café	
11h30-13h00	<b>Panel 2</b> : Pourquoi les Collectivités territoriales ne se positionnent pas (encore) sur le marché du carbone (Ou, lorsque les écosystèmes offrent des opportunités non valorisées) ? <i>Discussions et recommandations</i>	David Diatta (Maire de Kafountine) Benjamin Djeukoua (Enda Energie)
13h00-14h30	Pause-déjeuner	
14h30-15h30	Présentation des expériences de Pacte social (au niveau de la zone Sud) <i>Discussion</i>	Pierre Thiaw (Enda Energie)
15h30-16h30	Témoignages de Collectivités territoriales : Conseil municipal (région de Kolda) Conseil municipal (Petite-côte, région de Thiès) <i>Discussions</i>	-Commune de Pata, Kolda -EIPC
	Clôture de la session	

## **Session 2** : Perspectives transformationnelles dans les Collectivités territoriales. Leçons apprises des Pactes sociaux pour le développement local durable et l'intercommunalité

### **Contexte**

Les Collectivités territoriales (CT) doivent dessiner des trajectoires de développement local au profit de leurs populations. Pour ce faire, le Plan de développement communal (PDC) constitue le principal référentiel pour décliner et planifier les politiques et programmes envisagés. Les Pactes sociaux se positionnent ainsi en tant qu'instrument visant à mobiliser les différentes dynamiques autour du PDC pour stimuler et accompagner la projection de la CT, en mettant l'accent sur des *engagements* précis - le principe même du Pacte social. Ces

engagements de toutes les parties prenantes du développement territorial portent sur des *transformations souhaitées*, et souhaitées à l'horizon 2030 ; avec des *indicateurs* adossés aux *Objectifs de développement durable* (ODD).

La territorialisation des ODD est ainsi impulsée, qui vise à permettre aux acteurs locaux de jouer également leur rôle dans la réalisation desdits ODD et au profit (mesurable) de leurs communautés.

Dans l'expérience récemment menée par diverses ONG membres du Réseau Enda Tiers-Monde (dont Enda-Energie), le processus de territorialisation des ODD et menant à des Pactes sociaux (Social Compact) s'est fait avec deux portes d'entrée: un Pacte social établi et signé par des Communes (10 Communes dans la région de Kolda) individuellement engagées avec leurs parties prenantes, d'une part, et des Communes collectivement engagées pour signer leur Pacte social dans le cadre d'une *intercommunalité* (7 Communes dans la Petite Côte, région de Thiès), d'autre part. Et, dans la région de Kolda, les Pactes sociaux ont été couronnés par la tenue d'une table-ronde des partenaires, étape préparatoire à des Plans d'investissement pour financer lesdits Pactes sociaux.

#### **Objectif général:**

Cette session vise ainsi à partager l'expérience et à rechercher, avec les participants, des pistes d'apprentissage et de répliation. La territorialisation des ODD constitue un exercice engageant qui ne saurait se résumer à "traduire" les ODD en langues locales.

#### **Agenda (voir ci-dessus)**

## **Sessions 3 : Écosystèmes et gouvernance inclusive ou endogène des ressources**

#### **Contexte**

La ressource naturelle, est une « substance, un organisme, un milieu ou un objet présent dans la nature, sans action humaine, et qui fait, dans la plupart des cas, l'objet d'une utilisation pour satisfaire les besoins (énergies, alimentation, agrément, etc.) des humains, animaux ou végétaux ». (FAO)

Les ressources naturelles et les écosystèmes territoriaux qui constituent les bases de production et de génération de revenus des communautés sont de plus en plus affectées par les phénomènes néfastes liés aux effets du changement climatique, de la déforestation et, surtout, des mauvaises pratiques d'exploitation. Ce qui cause d'énormes pertes au

peuplement existant. Au Sénégal, les ressources les plus convoitées sont le bois, les ressources halieutiques – avec un secteur de la pêche dont la publication récente de la liste des navires, de leurs propriétaires ainsi que des tonnages autorisés contribue à la transparence dans ce secteur. La terre – autrement perçue sous l’angle du foncier – constitue également une autre ressource convoitée ; de même que les minerais d’or au Sud-est et les phosphates du Nord.

Des cadres légaux, des politiques et des programmes définis tant au niveau national que local prônent la gouvernance concertée. Ainsi, le respect des cinq principes (Légitimité et voix, Reddition des comptes, Performance, Impartialité et Orientation) qui encadrent la gouvernance des ressources naturelles est un gage de stabilité et de développement socio-économique. Qu’est-ce qui explique alors un écart à la bonne gestion des ressources naturelles ? Pourquoi le potentiel des écosystèmes semble difficile à mesurer et à valoriser au profit des communautés (locales) et de la nation, y compris sous l’angle économique ? Et y a-t-il un chaînon ou lien manquant entre les différentes Conventions de Rio pour une harmonisation des interventions et des actions génératrices d’impacts durables ?

### Objectifs

Cette session vise à encourager le dialogue entre les Conventions de Rio dès lors qu’elles sont toutes centrées sur l’humain et la nature.

1. Engager un dialogue entre les cadres nationaux (Comités nationaux sur la biodiversité, la désertification et la sécheresse, le changement climatique et l’ozone) pour une CDN consolidée ;
2. Créer des synergies pour des solutions de développement basées sur la Nature.

### Résultats

Elle permettra d’atteindre les résultats suivants

1. Les différents cadres contribuent à l’opérationnalisation de la CDN ;
2. Les solutions de développement, de gestion des ressources naturelles et des écosystèmes convergent vers une approche harmonisation des interventions en s’accordant sur des outils et des approches.

### Agenda

Horaires	Activités	Responsables
8h-9h	Accueil des participants	
9h-9h30	Ouverture - Mots de bienvenue	- Directeur de ENDA ENERGIE - DEEC - DPN
9h30-9h45	Présentation des participants Présentation de l’agenda et objectifs de la session	ENDA ENERGIE
9h45-10h45	<b>Q1</b> : <i>Quel dialogue entre les cadres nationaux (Comités nationaux sur la biodiversité, la désertification, le changement climatique et l’ozone) pour une CDN consolidée ?</i>	Modérateur... Panélistes... -Madeleine Diouf Sarr, Directrice du changement climatique, de la

		Transition écologique et des Financements verts -INP -GITS -Directeur de la DPN -SENEREF -Gora Diop, Directeur ASERGMV -Gory Ba, Maire de Mboula -Ousseynou Gueye, Pdt de la coopérative Jigjam des producteurs de NDiagianiao
<b>10h45-11h</b>	Pause-café	
<b>11h-11h30</b>	Discussion et synthèse	Participant & Modérateur
<b>11h30-12h30</b>	Q2 : <i>Quelles dynamiques (synergies et harmonisation) pour des solutions de développement basées sur la Nature ?</i>	Modérateur... Panélistes... -Madeleine Diouf Sarr, Directrice du Changement climatique, de la Transition écologique et des Financements verts INP GITS Directeur de la DPN SENEREF Gora Diop Directeur ASERGMV Gory Ba Maire de Mboula Ousseynou Gueye Pdt de la coopérative Jigjam des producteurs de NDiagianiao
<b>12h30-13h</b>	Discussions et synthèse	Participant & Modérateur
<b>13h</b>	Pause déjeuner	

## **Session 4 : Le Nexus Energie et entrepreneuriat local**

### **Contexte**

Le Sénégal regorge de potentialités économiques capables de soutenir sa souveraineté alimentaire et son indépendance économique et sociale. Il dispose de plus de 3 400 000 ha de terres arables et 13 140 220 ha de forêts, selon l'Évaluation des Ressources Forestières (FRA, 2020). En plus de ces ressources naturelles, le pays dispose de ressources humaines dominées par 60% de jeunes actifs dans le formel et le non formel.

Malgré ce fort potentiel, la plupart de nos communautés sont frappées par la vulnérabilité et la précarité qui mettent en péril les conditions de travail et le cadre de vie des populations. Cette situation est exacerbée aujourd'hui par le changement climatique qui perturbe et fragilise tout le cycle naturel d'activités primaires, à travers les différents phénomènes extrêmes manifestes (sécheresse, ouragans, inondations), qui entraînent des pertes de biodiversité et la raréfaction des ressources hydriques, entre autres. A cela s'ajoutent les équations liées à la gestion des déchets, à la gestion durable des ressources naturelles.

Tous ces facteurs affectent nos sociétés, en particulier leurs couches les plus vulnérables que sont les femmes et les jeunes ; en plus des menaces sur la viabilité des écosystèmes.

Face à ces défis, il s'avère primordial de trouver des stratégies d'adaptation et de résilience pour les communautés, surtout dans un contexte de changement climatique.

C'est à cet effet que le NEXUS, en tant qu'approche tendant à combiner différentes variables suivant leur pertinence contextuelle (*énergie ; eau ; agriculture ; biodiversité ; climat ; autres*) pour trouver des solutions innovantes en faveur d'une agriculture résiliente au changement climatique et en vue d'une utilisation et une gestion durable des ressources naturelles.

### Objectif

Cette session portant sur le **Nexus Energie et entrepreneuriat local** a pour objet de mettre en lumière des bonnes pratiques et des expériences réussies de jeunes et de femmes champions dans différents domaines. L'objectif consiste à inspirer et susciter des modèles et trajectoires de développement endogènes en faveur des communautés.

### Agenda

Horaires	Activités	Responsables
	Accueil des participants	ENDA ENERGIE
	Mot de bienvenue	ENDA ENERGIE
	Présentation et attentes des participants	PARTICIPANTS
	<b>Panel 1 : Energie et Entreprenariat local</b> Comment développer une synergie d'actions fondée sur les expériences respectives pour des impacts plus durables ?	PARTICIPANTS Modératrice Viviane Ciss/GIZ
	Présentation de quelques résultats de RFA Cas du projet de renforcement de l'accès aux foyers améliorés (RFA)	Pierre Thiaw/André M SECK -Femme championne RFA - Jeune entrepreneur RFA
	Cas pratique de projet E-DOYLU :	Tidiane BALDE



	Modèle économique mixte : <b>Communautaire &amp; Privé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jérôme DIANDY, Entrepreneur, champion en Casamance</li> <li>• Témoignages : Mairie Pata ; ANIDA</li> </ul>
	<p><b>Synthèse de la session et recommandations</b></p> <p>Quelles pistes pour l'extension des expériences et le changement d'échelle (de la production d'évidences à l'influence des décideurs) ?</p>	Abdou Ndour



**JOUR 3**

**Mercredi 03 Juillet 2024**

## **Session 5 : Climat et Santé. Entre témoignages, évidences scientifiques et pistes de collaboration autour du climat**

### **Question générale :**

Dans quelle mesure la santé humaine, la santé des espèces végétale et faunique peuvent être perturbées par les phénomènes climatiques ?

### **Objectifs**

L'objectif général de cette session est de contribuer à une meilleure prise en compte des risques sanitaires liés aux effets du changement climatique dans les politiques climatiques nationales.

De manière spécifique, il s'agit de :

- Sensibiliser les différents acteurs sur la problématique de la santé humaine et animale liée aux effets du changement climatique ;
- Echanger autour des politiques de santé, autour des évidences (recherches ; études) et autres initiatives, y compris au niveau local et communautaire (projets, etc.) ;
- Formuler des recommandations et identifier des niches de synergie pour la priorisation de la santé dans un contexte de changement climatique.

## Déroulement

Il est prévu des échanges sur la base d'expériences pratiques et /ou de résultats de recherche qui combineront :

- des partages d'expériences ;
- de courtes vidéos sur des actions en lien avec le changement climatique et la santé ; et
- des panels multi-acteurs.

---

## **Session 6 : Protection sociale et résilience**

### Contexte et justification

Les réponses aux catastrophes climatiques sont généralement prises en charge à travers les budgets nationaux (fonds de contingence), l'aide humanitaire, des prêts et autres mécanismes d'appui plus ou moins volontaristes. Des mécanismes très souvent limités pour permettre aux États de réagir face aux chocs climatiques. Pourtant, le dernier rapport d'évaluation du GIEC (AR6, 2019) conclut sur une hausse de la fréquence et de l'intensité des impacts climatiques corollairement aux catastrophes induites. Le nombre de personnes affectées dans leurs moyens de subsistance sera encore plus important d'ici la fin du siècle. A ce titre, les besoins pressants pour renforcer la résilience des pays vulnérables face à ces risques climatiques seront considérables. A cela s'ajoute, les besoins de financements pour compenser les pertes et préjudices induits par le changement climatique.

Au Sénégal, les impacts climatiques nuisent fortement aux efforts de développement durable amorcés par les acteurs étatiques et non étatiques. Les résultats tirés de l'étude menée par Enda-Energie – en partenariat avec l'institut de l'environnement de Stockholm (SEI) – sur l'évaluation des besoins de financement des pertes et dommages liés au changement climatique, montre l'ampleur des dégâts climatiques liés à une fréquence intense des aléas, notamment la montée du niveau de la mer, l'augmentation des températures, la salinisation des terres et des eaux, etc. Ces aléas augmentent la vulnérabilité de plusieurs secteurs et domaines clés (l'agriculture, les sols, les eaux, la pêche, les forêts, etc.) qui polarisent plus de la moitié de la population active. Dans l'élan de bâtir l'adaptation de ces secteurs face aux impacts climatiques, des mesures durables sont de plus en plus déployées à travers des mécanismes (Global Shield, Fonds Vert Climat, etc.) et instruments de financement (assurance, prêt, etc.). Des lignes de financements nationaux et internationaux souvent méconnus des acteurs locaux qui subissent négativement les effets du changement climatique. C'est dans ce contexte d'imprégnation et de partage d'information qu'ENDA ENERGIE met en œuvre le projet MAP (Muliti Actors Partnership). Durant la première phase

de l'initiative, un cadre de dialogue multi-acteurs sur les questions de la finance des risques climatiques et catastrophes et les pertes et dommages a été mis en place. Un cadre qui fédère plusieurs acteurs des secteurs susmentionnés en vue de faciliter les échanges tout en renforçant le plaidoyer des acteurs non étatiques. Dans la dynamique de pérenniser ces concertations, notamment à un niveau plus élevé, cette session permet aux différents acteurs étatiques et non étatiques de partager leurs expériences et décliner des pistes de synergies et de performance dans les actions plurielles.

### Question générale :

Dans quelle mesure les pertes et dommages liés aux phénomènes climatiques pourraient-ils bénéficier des dispositifs d'alerte précoce, de reconnaissance et de prise en charge, y compris sous l'angle du Genre et de l'inclusion sociale (ex : les migrants climatiques) ?

### Objectifs

L'objectif général de cette session est de développer une meilleure stratégie de reconnaissances et de prise en charge des impactés climatiques.

De manière spécifique, il s'agira de :

- Sensibiliser les différents acteurs sur les instruments et approches de renforcement de la résilience face au changement climatique ;
- Échanger sur la protection sociale en tant qu'instrument politique essentiel pour répondre à la gestion des risques climatiques ;
- Formuler des recommandations et identifier des axes d'intervention pour une meilleure prise en charge des impactés.

### Déroulement

Il est prévu des échanges sur la base d'expériences pratiques et de dynamiques en mettant l'accent sur :

- des partage d'expériences ;
- de courtes vidéos sur les pertes et dommages et/ou stratégies de résilience ; et
- des panels multi-acteurs.

### Agenda

Horaire	Activités	Responsables
08h 30-09h 00	Accueil des participants	ENDA ENERGIE
	-Mots de bienvenue -Présentation de l'agenda et objectifs de la session	Ministères : <ul style="list-style-type: none"><li>• Environnement et de la transition Ecologique</li><li>• Santé</li></ul>

09h 15-09h 30		ENDA ENERGIE
09h 30-09h 45	Présentation des participants	Tous
09h 45-10h 00	Exposé sur le NEXUS SANTE-CLIMAT	MSAS/PTF
10h 00- 10h 30	Pause-café	
10h 30-11h 00	<b>Présentation 1</b> : PNA Santé du Sénégal	Dr Codou BADIANE
11h 00-11h 30	Discussions	
11h 30-12h 15	<b>Table ronde :</b> Résilience sanitaire face aux effets climatiques : partage d'expériences de recherches–actions	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Enda Tiers Monde</li> <li>● Save the Children</li> <li>● Labo Géo-santé UCAD &amp; UADB</li> </ul>
12h 10-13h 10	Discussions	Tous
13h 10-13h 30	Synthèse de la session	Modérateur : Fondation S/Enda Santé
13h 30-14h 30	<b>Pause déjeuner</b>	
14h 30-14h 40	Exposé sur protection sociale et résilience	ENDA ENERGIE
14h 40-15h 10	<b>Table ronde</b> Impacts climatiques et stratégie de résilience dans le secteur agricole : <ul style="list-style-type: none"> <li>● Pertes et dommages du secteur agricole (Gandiole &amp; Delta du Saloum)</li> <li>● Résultats étude sur la situation des ressources en eau dans la zone des Niayes</li> <li>● Projet de récupération des terres salées de la région de Fatick</li> </ul>	ENDA ENERGIE & CSE
15h 10-15h 40	<b>Discussions</b>	Tous
15h 40-16h 20	<b>Table ronde</b> Mécanismes et instruments pour renforcer la protection sociale face aux impacts climatiques.  <b>Question 1</b> : Assurance et protection sociale : les instruments de transfert de risque répondent-ils aux attentes des populations (agriculteurs) ? <b>Question 2</b> : Quels politiques et instruments pour une meilleure prise en charge des catastrophes climatiques ? <b>Question 3</b> (Tous) : Quel agenda pour une mobilisation des acteurs (y compris les Parlementaires) autour des enjeux liés aux pertes et dommages ?	- Ministère en charge de la protection sociale - Représentant OP - Global Shield - ARC - CNAAS
16h 20-16h 50	Discussions	Tous
16h 50-17h 00	Clôture de l'atelier	Ministères de : <ul style="list-style-type: none"> <li>● L'Environnement et de la transition Écologique</li> <li>● Ministère de la santé</li> <li>● ENDA ENERGIE</li> </ul>

## **Session 7 : Adaptation menée au niveau local**

### **Contexte**

Face à l'urgence climatique et la nécessité d'y apporter des réponses pour renforcer la résilience des communautés, le Sénégal, comme d'autres pays africains, met en œuvre des approches et stratégies en fonction des secteurs prioritaires d'adaptation, notamment des initiatives d'adaptation localement dirigée.

Dans ce contexte, l'augmentation du soutien politique en faveur de l'adaptation localement dirigée (LLA) pourrait offrir d'importantes possibilités pour renforcer l'ambition en faveur des mesures d'adaptation prises par et pour les personnes les plus exposées. Dans ce sens, les Etats et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) doivent augmenter le soutien politique en faveur du LLA en prenant en compte les mesures d'adaptation initiées par ces personnes les plus exposées. Ce soutien politique devrait passer par l'intégration des 8 principes clés du LLA dans les documents et stratégies au niveau national (CDN et PNAs, etc.) pour ainsi passer des bonnes pratiques en matière d'adaptation à des politiques publiques à même de renforcer les capacités d'adaptation et l'accès aux financements pour les communautés les plus vulnérables.

Cette session offre une opportunité de discuter des moyens de promotion et de mise en œuvre du LLA. Pour cela deux questions générales sont soulevées :

**Panel 1 : Comment la CDN, les PNA ou encore les *Plan climat énergie territorial (PCET)*, peuvent servir de cadre d'appropriation et de mise en œuvre effective du LLA ?**

**Objectif 1 :** Identifier les gaps et définir des canaux d'influence pour l'endossement des 8 principes du LLA par les Etats ;

**Objectif 2 :** Identifier les acteurs clés pour une mise en œuvre effective du LLA, et définir des approches pour une prise en compte des principes du LLA dans les PCET, CDN et PNA ;

**Objectif 3 :** Définir un cadre pour la prise en compte des initiatives LLA menées par les communautés locales dans les PCET, CDN et les PNA.

**PANEL 2 : Partage de bonnes pratiques. Comment promouvoir les bonnes pratiques d'adaptation à base locale en Afrique ?**

**Objectif 1 :** Partager de bonnes pratiques LLA en Afrique.

**Objectif 2 :** Identifier des mécanismes de financement local éprouvés, à travers les bonnes pratiques.

---

## **Session 8 :** Dialogue interactif sur le financement de l'action climatique. Des questions *pour* des réponses.

### **Contexte**

L'accès aux fonds climatiques pour les pays africains reste un défi majeur malgré les avancées notables dans la reconnaissance de la nécessité de soutenir ces régions vulnérables. En 2024, les problématiques se sont accentuées, rendant l'urgence de solutions encore plus pressante. L'un des principaux obstacles est le manque de capacités institutionnelles et techniques pour préparer des projets bancables. De nombreux pays africains manquent de l'expertise nécessaire pour élaborer des propositions de projets conformes aux exigences rigoureuses des principaux mécanismes de financement climatique, tels que le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Cela se traduit par des taux d'approbation de projets relativement bas, retardant l'implémentation de solutions climatiques cruciales.

En outre, la fragmentation des fonds climatiques représente un autre défi significatif. Les pays africains doivent naviguer à travers un paysage complexe de financements dispersés parmi de multiples institutions avec des critères et procédures variés. Cette fragmentation complique la coordination et l'alignement des financements avec les priorités nationales, réduisant ainsi l'efficacité des actions climatiques. De plus, les coûts transactionnels élevés liés à l'accès à ces fonds, combinés aux ressources limitées, entravent la capacité des pays à maximiser les opportunités financières disponibles.

L'instabilité politique et économique dans certaines régions africaines ajoute une couche de complexité supplémentaire. Les risques perçus par les investisseurs internationaux limitent le flux de capitaux privés vers des projets climatiques en Afrique, malgré les besoins urgents. Le manque de garanties et de mécanismes de partage des risques adaptés décourage les investissements privés, qui sont pourtant essentiels pour combler le gap de financement nécessaire à la transition énergétique et à la résilience climatique.

Les questions de justice climatique et d'équité sont également centrales. Les pays africains, bien que parmi les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, subissent de manière disproportionnée les impacts du changement climatique. Cette injustice appelle à une réflexion sur la répartition équitable des fonds climatiques, tenant compte des besoins urgents de renforcement des capacités d'adaptation et de résilience dans ces régions.

### **Les objectifs du panel sont :**

#### **I. Identifier les obstacles à l'accès aux fonds climatiques pour les pays africains**

##### **Résultats attendus :**

- Une liste détaillée des principaux obstacles rencontrés par les pays africains pour accéder aux différents mécanismes de financement climatique.
- Des témoignages et études de cas spécifiques illustrant ces défis.
- Des recommandations pour surmonter ces obstacles, basées sur les discussions des panélistes et les meilleures pratiques internationales.

## **II. Explorer et proposer des modèles de financement innovants et des partenariats efficaces**

### **Résultats attendus :**

- Un ensemble de modèles de financement innovants adaptés au contexte africain, tels que les partenariats public-privé, les obligations vertes et les marchés du carbone.
- Des exemples concrets de partenariats réussis et des stratégies pour attirer les investissements privés tout en minimisant les risques.
- Un plan d'action pour promouvoir et mettre en œuvre ces modèles dans les pays africains.

## **III. Permettre aux pays africains de trouver des solutions de financement endogènes**

### **Résultats attendus :**

- Identification de sources de financement domestiques, telles que les fonds souverains, les taxes climatiques, et les contributions du secteur privé local.
- Études de cas sur des initiatives de financement endogènes réussies dans des pays africains ou similaires.

Recommandations pour la mise en place de mécanismes de collecte de fonds nationaux, y compris la mobilisation des communautés locales et le développement d'instruments financiers adaptés au contexte africain.

Les panélistes de la Semaine du Climat devront aborder plusieurs questionnements futuristes cruciaux.

- Comment les mécanismes de financement peuvent-ils être simplifiés et harmonisés pour réduire les barrières à l'accès pour les pays africains ?
- Quels modèles de partenariats publics-privés peuvent être développés pour attirer des investissements privés tout en minimisant les risques ?
- De quelles manières les fonds climatiques peuvent-ils intégrer les considérations de justice climatique pour garantir une répartition plus équitable et efficace des ressources ?
- Enfin, quelles innovations technologiques et financières peuvent être mises en œuvre pour renforcer les capacités institutionnelles et techniques des pays africains, facilitant ainsi l'élaboration de projets climatiques solides et bancables ?

Ces discussions doivent également inclure des perspectives sur les nouvelles tendances mondiales telles que les obligations vertes et les marchés du carbone, et comment elles peuvent être adaptées et adoptées en Afrique pour attirer davantage de financement. L'intégration des connaissances indigènes et des solutions locales dans les projets climatiques doit aussi être explorée comme une stratégie pour renforcer la résilience et assurer la durabilité des initiatives.

En conclusion, l'accès aux fonds climatiques pour les pays africains en 2024 nécessite une approche intégrée et innovante, tenant compte des défis institutionnels, économiques, et sociaux. La Semaine du Climat sera une plateforme essentielle pour échanger des idées et formuler des stratégies concrètes afin de surmonter ces obstacles et d'assurer un avenir résilient face au changement climatique.

## Agenda

Horaires	Activités	Responsables
8H30-9H00	Accueil des participants	ENDA ENERGIE
9H00-9H30	Mots de bienvenue	ENDA ENERGIE
9H30-10H45	Présentation des participants	PARTICIPANTS
10H45-11H00	<b>Présentation du Projet LLA</b>	Aissatou Diouf
11H00-11H15	<b>Pause-café</b>	
11H15-11H30	Présentation de l'état des lieux de la CDN, des PNA et niches d'intégration du LLA	Gabriel Ndiaye : Ex. Coordonnateur PNAFEM
11H30-12H30	<b>Panel :</b>  Comment les PCET, la CDN et les PNA peuvent servir de cadre d'appropriation et de mise en œuvre effective du LLA ?	Modérateur : Emmanuel Seck  Panélistes :  Boubacar Fall  Madeleine Diouf Sarr
12H30-13H00	Partager de bonne pratiques LLA en Afrique	Partenaires Africains
13H00 -14H30	PAUSE DÉJEUNER	
14H30-15H55	<b>Dialogue interactif :</b>  Quels mécanismes de financement flexible et/ou décentralisés pour l'action climatique pour les PMA ?	Modérateur :  Samba Fall  Intervenant : PARTICIPANTS
15H55 - 16H00	<b>Clôture de la journée</b>	Emmanuel Seck



## **Session 9 : Les transitions justes et durables en Afrique de l'Ouest**

### **Contexte**

Malgré les politiques et efforts substantiels déployés, le Sénégal demeure encore marqué par une pauvreté énergétique à l'échelle territoriale (accès à l'électrification rurale à 60,84% en 2022) mais aussi au niveau sectoriel (agriculture, industrie, transport, etc.). Dans la perspective de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières récemment découvertes, il demeure nécessaire d'explorer ensemble des trajectoires de transitions justes à même de répondre à la dynamique haussière de la demande énergétique et d'impulser un développement sobre et résilient au changement climatique. Sous cet angle, la contribution nationale à l'effort global de lutte contre le changement climatique ne saurait occulter l'importance des processus de transition énergétique déjà initiés, d'une part, par les autorités étatiques à travers le JETP et, d'autre part, par les acteurs non étatiques (ANE). Au demeurant, la mise en œuvre du JETP au Sénégal suscite un large questionnement relatif, entre autres, au niveau d'engagement des ANE sur le choix des idées de projets et actions concrètes d'accès aux services énergétiques. De plus, il reste encore opportun de contribuer au suivi de la mise en œuvre du JETP afin de considérer davantage la prise en compte de la demande énergétique des secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des transports, etc.

Cette session constitue par ailleurs une opportunité d'échanges et d'apprentissage avec les pairs de l'Afrique de l'Ouest sur les risques, opportunités et processus de transition énergétique. Entre leçons apprises des uns et des autres et nécessité d'éclairer sur les trajectoires transitionnelles, les échanges attendus devraient apporter un plus dans l'engagement des ANE, y compris à l'échelle des communautés ; et singulièrement celles qui n'ont pas toujours accès à l'information sur lesdites transitions.

### **Questions générales :**

1. Quelles perceptions et quel questionnement autour des transitions énergétique et agro écologique et particulièrement sur le JETP ?
2. Comment renforcer ensemble la socialisation des transitions justes et durables au Sénégal et en Afrique de l'Ouest ?
3. Quelle place pour la cuisson propre dans la perspective transitionnelle liée à l'énergie ?

### **Objectif**

L'objectif de cette session est de lancer un dialogue entre les différents acteurs sur les enjeux et perspectives de contribution des ANE à la mise en œuvre du JETP du Sénégal et des processus de transitions justes et durables en Afrique de l'Ouest.

De manière spécifiques, il s'agit de :

- renforcer la connaissance des ANE sur le JETP ;
- consolider le dispositif de veille et de suivi des transitions justes et durables ; et
- Partager les leçons apprises du Sénégal avec les pays de la Sous-région voire au-delà.

## Agenda

Horaire	Activités	Responsable
8h30 – 9h00	Installation des participants	ENDA ENERGIE
9h00 – 9h30	Session d'ouverture	MPEM METE Représentant des Collectivités Territoriales Représentant.e des partenaires ENDA ENERGIE
09h30-10h	Pause-café	
10h – 11h30	<p><b>Session 1 : Dialogue interactif sur les enjeux des transitions justes et durables au Sénégal et en Afrique de l'Ouest</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Communication du MPEM sur le JETP : état des lieux et perspectives pour les Acteurs non Étatiques (10 min)</li> <li>- Contributions de l'observatoire sur les transitions justes et durables (10 min)</li> <li>- Perceptions et opportunités des transitions énergétique et agrologique en Afrique de l'Ouest (10 min)</li> </ul> <p>Discussion modérée par Seydi (Publier ce que vous payez)</p>	MPEM Enda Pronat Natural Justice Champions Afrique de l'Ouest Enda Energie GIZ/Projet RFA Plateforme de la transition énergétique Tous
11h30 – 12h45	<p>Session 2 : Dialogue interactif sur les perspectives de partenariat régional sur les transitions justes et durables</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activités conjointes potentielles</li> <li>- Préparation à la CoP29</li> </ul>	Tous

	Discussion modérée par Emmanuel Seck (Enda Energie)	
<b>13h00-13h30</b>	Session de clôture et prochaines étapes	MPEM METE Représentant des Collectivités Territoriales ENDA ENERGIE

## **Session 10 : Enjeux des négociations climatiques**

### **Contexte :**

A cinq mois de l'ouverture de la prochaine CoP29 à BAKU, les pays se sont retrouvés comme chaque année en juin à Bonn, en Allemagne, pour des discussions plus techniques que politiques, visant à préparer le terrain en vue du sommet de fin d'année. Dès le début des négociations de ce mois de juin 2024, les pays du Sud ont rappelé aux pays du Nord l'impact du dérèglement climatique sur les conditions de vie de leur population et sur leur économie. L'enjeu principal était de faire avancer les dossiers techniques avant le prochain grand rendez-vous et, notamment, essayer de traduire en moyens opérationnels les grandes lignes déterminées l'an dernier à Dubaï. Dans ce contexte, il est important de souligner que l'ampleur de l'action dépend de la disponibilité et de la qualité du financement, en particulier dans les pays en développement. C'est aux pollueurs historiques, les pays développés, qu'il incombe d'assurer un financement adéquat et équitable.

Les conclusions du premier *Bilan mondial* indiquent clairement le besoin et l'urgence de la mise en œuvre des transitions nécessaires pour réduire les émissions de GES et particulièrement au niveau du secteur énergétique, à l'échelle mondiale. Cependant, le premier dialogue du programme de travail sur les transitions justes tenu à Bonn a permis de montrer en substance les besoins spécifiques d'accès aux services énergétiques des pays en développement et conséquemment, la prise en compte effective de la vulnérabilité socio-économique des communautés dans la définition des transitions appropriées, justes et durables.

Le monde se prépare pour la COP29 - surnommée la "COP des finances" parce que les négociations pour un nouvel objectif de financement du climat domineront l'ordre du jour. La COP29 doit fixer des objectifs climatiques plus ambitieux et veiller à ce que ces objectifs se traduisent par des actions concrètes et transparentes qui entraînent un véritable changement.

Cette COP29 sera ainsi l'une des dernières grandes occasions pour les pays de décliner leur intention d'élaborer de nouveaux plans climatiques améliorés, connus sous le nom de *contributions déterminées au niveau national* (CDN), avant de les soumettre en 2025. D'autres questions – l'opérationnalisation du mécanisme de financement des pertes et dommages, notamment – constituent également un enjeu réel ; surtout pour les communautés des pays les moins avancés (PMA).

**Question générale :** Quelle place pour les solutions locales dans le Bilan mondial ?

**Objectif :**

L'objectif principal de cette session consiste à établir un dialogue sur les enjeux de la COP et recueillir des témoignages, des attentes et autres messages pour les négociateurs. Les échanges ainsi attendus devraient conforter les ANE dans leurs interactions avec les décideurs politiques en vue de la prise en compte des préoccupations des communautés au niveau national et global.

De façon spécifique il s'agit de :

- Faire le point sur les enjeux de la COP29 ;
- Recueillir des attentes/témoignages/messages en vue d'influencer le processus ; et
- Engager les ANE dans la concertation permanentes entre eux et avec les acteurs étatiques.



**JOUR 6**

**Samedi 06 Juillet 2024**

Actions génératrices de bien-être (randonnée pédestre) et investissement humain (reboisement)